



5 mars 2021

(21-1845)

Page: 1/5

**Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires**

Original: anglais

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIVITÉS DU CENTRE DU  
COMMERCE INTERNATIONAL (ITC) DANS LE DOMAINE SPS  
(1<sup>er</sup> OCTOBRE 2020-10 FÉVRIER 2021)**

COMMUNICATION DE L'ITC

La communication ci-après, reçue le 1<sup>er</sup> mars 2021, est distribuée à la demande de l'ITC.

Le Centre du commerce international (ITC) poursuit ses efforts pour aider les entreprises à respecter les prescriptions techniques. Des renseignements actualisés sur certaines activités liées aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) qui présentent un intérêt pour les Membres de l'OMC sont communiqués ci-après.

**1 PROJETS**

**1.1 Programme UE-CAE d'amélioration de l'accès aux marchés (MARKUP) (juillet 2018-juillet 2022/donateur: Union européenne)**

1.1. Ce projet vise à contribuer au développement économique de la région de la CAE (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) et a pour objectif spécifique d'améliorer l'accès aux marchés de l'Union européenne et des cinq partenaires de la CAE pour les cultures agro-industrielles et horticoles. Les produits sélectionnés sont l'avocat, le cacao, le café, les épices et le thé.

1.2. Les neuf groupes de producteurs tanzaniens (représentant un total de 446 agriculteurs) qui reçoivent une aide dans le cadre de ce projet pour la mise en œuvre des normes GlobalG.A.P. (bonnes pratiques agricoles) ont obtenu une certification attestant qu'ils avaient fait l'objet d'une vérification par une tierce partie.

1.3. La mise en œuvre des normes GlobalG.A.P. par les producteurs d'avocat au Kenya se poursuit.

1.4. La mise en œuvre de projet d'amélioration de la qualité dans les entreprises au Kenya, en Tanzanie, au Rwanda et en Ouganda par des Champions de la qualité formés est aussi en cours.

**1.2 Ouzbékistan – Faciliter le processus d'accession à l'OMC (21 février 2020-20 février 2025/donateur: Union européenne)**

1.5. Le projet soutient les plans de développement de l'Ouzbékistan visant à moderniser son économie en tirant profit du processus d'accession à l'OMC. L'objectif général de cette mesure est de contribuer au développement économique de l'Ouzbékistan en aidant le pays à instaurer un environnement commercial qui est conforme aux normes internationales, y compris les lois et règlements prévisibles et exécutoires. L'objectif spécifique est d'instaurer un environnement commercial qui est conforme aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

1.6. Pour renforcer les institutions responsables des mesures SPS, et en particulier pour soutenir l'Inspection publique de la quarantaine phytosanitaire, la législation en matière de préservation des végétaux a été révisée et des recommandations ont été formulées pour améliorer les contrôles. Une série d'ateliers consultatifs et de formation sur l'analyse des risques parasitaires, la catégorisation des risques en matière phytosanitaire, et les traitements phytosanitaires ont été organisés entre novembre 2020 et février 2021. Toutes les activités ont eu lieu dans le cadre de réunions virtuelles et de formations par le biais de webinaires.

---

### **1.3 Pakistan: Croissance en faveur du développement rural et du progrès durable (juin 2019-décembre 2024/donateur: Union européenne)**

1.7. L'ITC met en œuvre le projet "Croissance en faveur du développement rural et du progrès durable" (GRASP), financé par l'UE, qui vise à contribuer à réduire la pauvreté par le développement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) rurales dans certains districts situés dans deux provinces du Pakistan: le Balochistan et le Sind. Le GRASP se concentrera sur certaines lignes de produits de l'élevage et de l'horticulture.

1.8. Dans le cadre de ce projet, l'ITC apporte un soutien pour renforcer les autorités compétentes dans le domaine SPS dans les deux provinces, qui comprennent les autorités chargées de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les départements qui s'occupent de la préservation des végétaux et de la santé des animaux. Le projet apportera aussi aux MPME un soutien pour améliorer la qualité et la sécurité sanitaire de leurs produits.

1.9. Au cours de la période considérée, les autorités chargées des produits alimentaires dans les provinces du Sindh et du Baloutchistan ont fait l'objet d'une évaluation et un plan d'action quinquennal a été élaboré en vue de les renforcer. Les fonctionnaires de l'Autorité chargée des produits alimentaires du Sindh ont reçu une formation sur les normes relatives à la sécurité sanitaire de la viande et à la qualité, fondée sur un manuel créé dans le cadre du projet.

### **1.4 Assistance liée au commerce pour le Myanmar (ARISE Plus-Myanmar) (juillet 2019-juin 2023/donateur: Union européenne)**

1.10. Le projet ARISE Plus vise à établir une croissance inclusive et durable du commerce au Myanmar en fournissant un soutien aux MPME dans certaines chaînes de valeur (volet 1), en améliorant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la conformité aux mesures SPS (volet 2 – visant le thé, le café, le miel et les produits horticoles) et en élaborant et mettant en œuvre des politiques commerciales (volet 3). Dans le cadre du volet 2, un certain nombre d'activités ont été menées à bien.

1.11. Dans le secteur du miel, huit formateurs/conseillers sont formés et engagé pour aider les usines de transformation du miel à mettre en œuvre le système HACCP. Plus de 35 participants de la Division du développement de l'apiculture (ADD) et d'usines, ainsi que l'ensemble des formateurs/conseillers ont été formés dans le cadre de l'atelier sur la mise en œuvre du système HACCP (analyse des risques et de maîtrise des points critiques) dans une usine de transformation du miel. En décembre 2020, tous les formateurs/conseillers ont dispensé une formation sur les bonnes pratiques d'hygiène (BPH), les bonnes pratiques de fabrication (BPF) et le programme de prérequis (PRP) à l'équipe chargée du contrôle de la qualité de huit usines de transformation du miel.

1.12. Un renforcement des capacités a été fourni dans plusieurs domaines clés pour améliorer les contrôles et la certification officiels, y compris en ce qui concerne la gestion des pathologies, de la surveillance et des maladies répertoriées par l'OIE pour les abeilles mellifères à l'ADD, à l'Association mellifère du Myanmar et au secteur privé, ainsi qu'en ce qui concerne le Système expert de contrôle des échanges de l'UE (TRACES) en faveur du dialogue public-privé et de l'ADD.

1.13. Une formation technique complémentaire a été dispensée à plus de 20 participants issus des laboratoires de microbiologie de l'Agence des médicaments et des produits alimentaires (FDA) et du laboratoire d'essais sur les produits et de gestion de la qualité (CTQM) du Département de la consommation (DOCA) en janvier 2021. À titre de préparation, une évaluation des lacunes a été réalisée auprès des bénéficiaires.

1.14. Un appel à manifestation d'intérêt pour les secteurs du thé et du café a été lancé par le DOCA et un certain nombre d'entreprises souhaitant collaborer au projet ont été identifiées. Une évaluation des lacunes est en cours d'élaboration; elle permettra de structurer un système officiel de contrôle adéquat.

1.15. Le projet a été mené en collaboration avec le Département de la consommation et MyanTRADE pour établir une plate-forme qualité en ligne pour le Myanmar, dotée de quatre modules: "quality compass", "quality insights", "quality connect" et "quality success".

1.16. En collaboration avec le programme régional ARISE Plus, le projet a permis de lancer des travaux de structuration du Système national d'alerte rapide pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF) du Myanmar. Au total, 19 normes, lignes directrices (Codex, normes internationales pour les mesures phytosanitaires ou NIMP, BPF pour le secteur du miel et ISO) et codes de pratiques internationaux ont été traduits pour la FDA, la Section de la phytoquarantaine du Département de l'agriculture (DOA) et la Division du développement de l'apiculture, ainsi que pour les laboratoires publics d'essais des aliments et les associations du secteur privé.

1.17. En tout, 36 participants de l'ADD/du LBVD (Département de l'élevage et des affaires vétérinaires), du DOA, de la FDA et les formateurs/conseillers ont participé à l'atelier en ligne sur l'harmonisation du système officiel de contrôle avec la norme ISO 17020:2012 et le règlement de l'UE 625/2017, du 25 au 28 janvier. Des listes d'inspection concernant le thé et le café ont été dressées, et les listes concernant le miel ont été révisées et simplifiées. Le 29 janvier, une évaluation des lacunes a été réalisée conjointement avec l'ADD et les premières conclusions ont été enregistrées.

1.18. Des synergies ont été établies avec des projets en cours de l'ITC par le biais de l'élaboration de cours d'apprentissage en ligne sur l'hygiène et la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Ces projets sont les suivants: développement du tourisme inclusif dans l'État de Kayah – NTF IV –, financé par le Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas; et Myanmar: amélioration de l'offre de produits horticoles et du tourisme responsable pour développer des liens commerciaux, Groupe des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives – financé par le Fonds d'affectation spéciale du Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse (SECO).

1.19. La page Facebook du projet se trouve à l'adresse suivante: <https://www.facebook.com/ArisePlusMyanmar>.

### **1.5 Tadjikistan: assurer l'accès aux marchés pour les produits agricoles au moyen d'un système amélioré de sécurité sanitaire des produits alimentaires (mars 2018-février 2021/STDF PG 447 mis en œuvre par l'ITC en collaboration avec la FAO en particulier pour le résultat 1 en ce qui concerne le système de contrôle réglementaire)**

1.20. Ce projet vise à améliorer la compétitivité à l'exportation des petites et moyennes entreprises tadjikes et la sécurité sanitaire des produits alimentaires grâce à une meilleure utilisation des produits agrochimiques et des médicaments vétérinaires, en particulier dans les filières de l'abricot et du miel. Il contribue à améliorer l'accès aux marchés pour les produits à forte valeur ajoutée des producteurs et des transformateurs tadjiks du secteur agroalimentaire et à élever le niveau de sécurité sanitaire des produits alimentaires tadjiks en réduisant le risque de contamination et en améliorant les systèmes de contrôle et de suivi des produits agrochimiques et des médicaments vétérinaires.

1.21. Un groupe de 17 experts tadjiks du miel et de l'abricot déjà formés a commencé en mars/avril 2020 à dispenser aux agriculteurs et aux producteurs une formation sur les bonnes pratiques agricoles (BPA), la gestion intégrée des organismes nuisibles, les bonnes pratiques d'hygiène (BPH), les prescriptions régissant l'accès au marché de l'UE et les techniques de récolte et de post-récolte. La première série de formations a été interrompue en raison des restrictions imposées par la COVID-19 et a repris en septembre/octobre 2020, avec un total de 15 ateliers organisés dans plusieurs districts du Tadjikistan pour 304 participants (28 femmes), et une application rigoureuse des mesures de précaution (port de masques, fourniture de désinfectants pour les mains et respect des règles de distanciation sociale).

1.22. La FAO et l'ITC ont tenu une série de réunions virtuelles sur l'échantillonnage et la surveillance en lien avec la nouvelle présentation du Plan national de surveillance des résidus (NRMP) pour le miel à l'Union européenne avant mars 2021; les réunions ont aussi porté sur l'appui au système général de surveillance du pays en ce qui concerne les produits agrochimiques et les médicaments vétérinaires.

1.23. Le projet a poursuivi le développement de la stratégie en matière d'information, d'éducation et de communication (IEC) et du plan de mise en œuvre. Le plan comprend la sensibilisation et le matériel de sensibilisation aux bonnes pratiques pour l'utilisation des produits agrochimiques et des médicaments vétérinaires.

1.24. En outre, le projet s'attache à créer des liens inter-marchés entre les fournisseurs de miel et d'abricots du Tadjikistan, et les acheteurs nationaux et internationaux. Plusieurs entretiens ont été organisés avec des entreprises tadjikes pour comprendre leur potentiel en matière de produits et de commerce, et pour déterminer comment il se relie aux demandes des acheteurs.

### **1.6 SYMST: Mécanisme systématique pour un commerce plus sûr (volet concernant la République démocratique populaire lao et le Viet Nam) (décembre 2018-octobre 2022/donateur: Union européenne)**

1.25. L'objectif global du projet est d'améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires au moyen d'une meilleure gouvernance en République démocratique populaire lao et au Viet Nam. Le projet vise à renforcer le cadre réglementaire relatif au contrôle phytosanitaire et au contrôle des pesticides dans le secteur des fruits et légumes et en ce qui concerne d'autres produits végétaux au moyen de l'application de règles et de normes, et à améliorer l'accès aux marchés.

1.26. En République démocratique populaire lao, la priorité est donnée au soutien des exportations de pastèque du nord vers la Chine, de riz indigène de Vientiane vers l'Union européenne, et de chili et de basilic de Pakxe vers l'Union européenne.

1.27. Une formation sur les règlements de l'UE et sur le système TRACES (Système expert de contrôle des échanges) (7-10 décembre) à l'intention des fonctionnaires du DOA et d'opérateurs privés a été organisée en mode hybride pour 70 participants lors de séances plénières, et dans le cadre de quelques séances d'encadrement individuelles. Deux entreprises (café et légumes) sont maintenant enregistrées dans le système, avec trois organismes compétents du DOA, et un suivi a été réalisé pour les saisies et pour l'adoption d'une réglementation permettant de délivrer des certificats phytosanitaires en ligne. Le laboratoire des pesticides du Centre de protection phytosanitaire a fait l'objet d'une évaluation et d'une feuille de route pour le renforcement des capacités et la préparation à l'accréditation selon la norme ISO 17025; et une formation de 15 jours sur les limites maximales de résidus (LMR) a été dispensée à 5 techniciens pour l'utilisation de LC-MS/MS (chromatographie en phase liquide et spectrométrie de masse en tandem) aux fins d'analyse des pesticides. Une réunion d'un groupe de travail technique (27 et 28 janvier) et une réunion du comité d'examen des projets (29 janvier) ont aussi eu lieu dans le cadre des synergies de Champasak.

1.28. Au Viet Nam, la phase d'identification est en voie d'achèvement; un webinaire de deux jours sur les règlements de l'UE a eu lieu; il a permis de sélectionner des produits cibles tels le fruit du dragon, le pomelo et le poivre noir aux fins de l'exportation vers l'Union européenne. Des analyses de laboratoires phytosanitaires ont été réalisées pour le Centre de diagnostic de phytoquarantaine, le Centre 1 de phytoquarantaine après admission et le Centre de phytoprotection du Nord. Une formation a aussi été dispensée en ce qui concerne la norme ISO/CEI 17025:2017, du 20 au 23 janvier, par un consultant national pour 15 participants (10 femmes) de 3 laboratoires de détection de parasites.

### **1.7 Projet ARISE Plus Thaïlande (novembre 2020-octobre 2023/donateur: Union européenne)**

1.29. Le nouveau projet mis en œuvre par l'ITC, ARISE Plus Thaïlande, vise à soutenir la croissance économique inclusive et durable grâce au commerce international en Thaïlande. Il encourage une connectivité accrue et une meilleure intégration économique entre la Thaïlande et la région de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), conformément au Plan 2025 de la Communauté économique de l'ASEAN (AEC).

1.30. Dans le cadre de cet objectif global, l'ITC favorise l'amélioration et la diffusion des pratiques d'agriculture biologique conformes aux normes de l'UE. Dans ce contexte, le projet vise à aider les départements compétents du Ministère de l'agriculture et des coopératives (MOAC) ainsi que les organismes de certification dans le domaine de l'agriculture biologique. L'une des premières activités sera consacrée à la communication et la sensibilisation en lien avec le nouveau règlement de l'UE relatif à la production biologique.

### **1.8 Projet ARISE Plus Lao (2012-2023/donateur: Union européenne)**

1.31. Une équipe de futurs champions de la qualité a été identifiée et mise sur pied. Ces champions de la qualité apporteront un soutien aux PME lao en tant que formateurs et mentors dans le domaine de la gestion de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Ils seront formés et qualifiés au cours des 15 prochains mois. des 10 ateliers techniques prévus ont été organisés en ligne pendant la période considérée. Une première version de la plate-forme lao de qualité pour le commerce a été mise au point et assortie d'une prescription de qualité pour certaines combinaisons produit-marché.

1.32. Les recommandations visant à renforcer les services d'évaluation de la conformité ont été validées par les parties prenantes dans le cadre de plus de 10 réunions en ligne; et la mise en œuvre des recommandations est prévue dans les domaines SPS tels que l'assistance pour renforcer les laboratoires de pesticides et la formation des inspecteurs du Département des produits alimentaires et des médicaments sur l'HACCP.

**Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter:**

**Ludovica Ghizzoni**, Conseillère en gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Téléphone: +41 22 730 06 38

Fax: +41 22 730 05 76

Adresse électronique: [ghizzoni@intracen.org](mailto:ghizzoni@intracen.org)

**Khemraj Ramful**, Conseiller principal en gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Téléphone: +41 22 730 04 87

Fax: +41 22 730 05 76

Adresse électronique: [ramful@intracen.org](mailto:ramful@intracen.org)

**PROGRAMME DE GESTION DE LA QUALITÉ À L'EXPORTATION DE L'ITC**

**Site Web:** <http://www.intracen.org/eqm>

**Twitter:** <http://www.twitter.com/ITCstandards>

---